

« Le risque d'une implosion du Sahel selon le modèle afghan »

ENTRETIEN

Serge Michailof est directeur d'études à l'EHESS, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) et spécialiste des pays dits « fragiles ». A Toulon, ce lundi*, il animera une conférence intitulée « Le Sahel se transforme-t-il en un nouvel Afghanistan ? Cette Afrique va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ? ». Il est également l'auteur d'un ouvrage, « Africanistan », sur le sujet.**

En préambule de votre ouvrage, vous affirmez que « l'Afrique va bien mieux ». C'est-à-dire ?

L'Afrique a connu deux décennies de stagnation économique au cours des années 1980-90. Depuis le début de ce siècle, au contraire, sa croissance globale a été vigoureuse, oscillant entre 5 et 7%, tirée en premier par la hausse des prix des matières premières elle-même soutenue par l'exceptionnelle croissance chinoise. La gestion macro-économique de beaucoup de ces pays a été plus sérieuse. Il faut aussi souligner une amélioration sensible des indicateurs sociaux – espérance de vie en hausse, mortalité infantile en baisse... –, la création d'une petite classe moyenne, un renforcement des sociétés civiles, des

progrès au plan de la démocratie.

Vous alertez néanmoins sur le fait que tous les pays n'en profitent pas et qu'au sein même de ceux qui progressent de fortes inégalités demeurent.

Il y a effectivement eu à la fois une Afrique qui gagnait et une autre qui ne gagnait pas et, au sein de l'Afrique qui gagnait, manifestement tout le monde ne gagnait pas. L'Afrique qui gagnait était celle qui bénéficiait des hauts cours des matières premières exportées et qui en profitait pour engager un processus de développement via les travaux d'infrastructures et un début de diversification économique. Mais la répartition des profits de cette croissance dépendait aussi de la nature des sociétés concernées, des régimes politiques et aussi des exportations. Il est rare que l'exportation de

pétrole profite à plus qu'une petite coterie qui gravite autour des hauts responsables politiques, même si parfois ces derniers engagent une politique de redistribution via des programmes sociaux. Alors que si on exporte du cacao comme le fait la Côte d'Ivoire, des millions de petits producteurs et d'intermédiaires divers en profitent nécessairement. Même si bien sûr certains se remplissent plus les poches que la très grande masse de la population.

Vous pointez plus particulièrement le cas du Sahel que vous qualifiez de « maillon faible »...

Cette région connaît une croissance démographique exceptionnelle, de l'ordre de 3,5%, voire 4% par an au Niger, ce qui signifie que la population y double tous les 18-20 ans. Un cas assez unique au monde. Le Niger, qui avait 3 millions d'habitants à son indépendance en 1960, en aura environ 42 millions dans vingt ans et entre 60 et 90 millions en 2050, alors qu'on ne peut y pratiquer l'agriculture que sur 8% de la surface.

La combinaison de la faiblesse et de la fragilité de l'agriculture, de l'enclavement qui ne permet pas le développement industriel et d'une très forte démographie fait que le problème de l'emploi des jeunes y devient dramatique. 240 000 jeunes hommes arrivent chaque année sur le marché du travail. Or il n'y a plus de perspectives en agriculture, pas d'industrie, les services emploient peu de monde. Ils partent massivement vers les grandes villes du Sud. Si vous ajoutez à ce tableau préoccupant une fragmentation ethnique avec des tensions, la circulation des armes depuis la chute de Kadhafi, et l'échec de l'école occidentale dans le milieu rural, la situation est très préoccupante. Ainsi que l'expansion du salafisme depuis trente ans, les circuits de trafics portant sur les voitures volées, les armes, les migrants et la cocaïne, trafics qui sont contrôlés par des groupes mafieux qui allient prosélytisme religieux, business et petites actions sociales, et puis des États finalement très faibles et ne pouvant contrôler ces immenses périphéries désertiques, une absence de loi, d'ordre et de justice qui ne sont plus assurés que par les détenteurs de Kalachnikov. On a vu le résultat au Mali.

« Il y a eu à la fois une Afrique qui gagnait et une autre qui ne gagnait pas, et au sein de l'Afrique qui gagnait manifestement tout le monde ne gagnait pas. »

Vous établissez un parallèle avec la situation afghane. Est-ce à dire que, si l'on n'y prend pas garde, l'Afrique pourrait connaître un sort similaire ?

On ne peut pas parler ici de toute l'Afrique mais de certaines régions, le Sahel en fait partie et est sans doute le cas le plus inquiétant à terme. Tous les symptômes que j'ai précédemment cités se retrouvent au Sahel tout comme en Afghanistan où ils expliquent parfaitement l'effondrement auquel on assiste depuis vingt ans. Le risque est qu'au terme d'une décennie on assiste à une implosion du Sahel selon le modèle afghan et que l'insécurité se généralise cette fois-ci dans toute l'Afrique de l'Ouest au point de paralyser l'économie régionale et de bloquer les progrès qui sont réels dans les pays côtiers.

La communauté internationale a-t-elle conscience de ces dangers ?

Depuis janvier 2013 et la nécessité devant laquelle la France a été obligée

d'intervenir en catastrophe au Mali pour éviter la prise de Bamako par des djihadistes et le kidnapping de 6000 de nos compatriotes, oui, les dangers sont identifiés. Ils le sont en particulier par nos militaires qui sont en première ligne et qui savent parfaitement que la restauration de la sécurité exigera infiniment plus que leur propre intervention, mais une reprise du développement économique et social de ces pays et la reconstruction d'appareils d'État crédibles. Les déclarations du chef d'état-major des armées, le général de Villiers, sont pour cela très claires. Mais pour autant l'action de la France en termes d'aide au développement dans cette région n'est absolument pas à la hauteur des défis et nos dirigeants n'agissent pour l'instant que par l'instrument militaire dont l'efficacité ne peut être que très limitée. Les pays sahéliens sont avant tout des pays ruraux où agriculteurs et éleveurs représentent 75 à 80% de la population. Notre aide bilatérale à ce secteur dans cette région ne représente que 20 à 30 millions d'euros par an, soit 2 à 3 millièmes, je dis bien millièmes, de notre aide publique globale qui se focalise sur le réchauffement climatique dans les pays émergents, sujet certes important, mais pas au point d'oublier les risques géopolitiques qui sont à nos portes.

Que vous inspire le sommet Afrique-France qui s'est tenu à Bamako la semaine dernière ?

Ces grands-messes commencent enfin à se pencher sérieusement sur les questions de sécurité. C'est un premier pas. Mais l'attentat de Gao, qui a fait plus d'une soixantaine de morts quatre jours après le passage de notre Président de la République, est aussi un geste de défi vis-à-vis de la France et un signe clair de la dégradation de la situation qui devient très préoccupante au Mali. Les forces des Nations unies – près de 11 000 hommes – sont enlisées, de même que le processus de paix, l'insécurité totale au Nord s'étend dans le centre et le Sud très peuplés. Des voix s'élèvent déjà sur place pour critiquer la présence de l'armée française dans le pays. Il est vrai qu'elle gêne un peu les trafics transsahariens. Chaque cas est certes particulier et le Mali n'est pas l'Afghanistan. Mais il faut aussi savoir tirer des leçons de l'échec occidental en Afghanistan pour ne pas y recommencer les mêmes erreurs et les mêmes bêtises tant au plan militaire qu'à celui de l'aide au développement. C'est l'objet de mon dernier ouvrage, « Africanistan », qui se veut à la fois une alerte tant pour nos responsables politiques que pour l'opinion publique et un programme d'action.

Propos recueillis par Agnès Masseï

● * A 18h30, à la faculté de Droit (amphi 300).

** « Africanistan », de Serge Michailof, Fayard, 320 pages.

